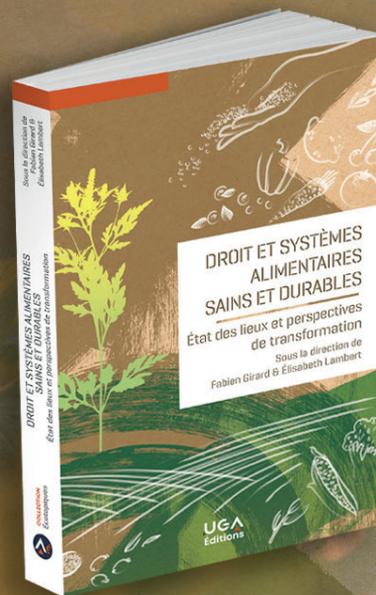


Droit et systèmes alimentaires sains et durables

État des lieux et perspectives de transformation

Se nourrir sainement sans détruire le vivant : quelle place pour le droit ?

Sous la direction de Fabien Girard et Élisabeth Lambert



Le droit à une alimentation saine et durable, une clé pour des systèmes alimentaires respectueux de la santé humaine et du vivant

COLLECTION ÉCOTOPIQUES

Un regard analytique sur les transformations contemporaines des sociétés aux prises avec des enjeux environnementaux ou écologiques

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'OUVRAGE



UGA ÉDITIONS

Maison d'édition pluridisciplinaire de l'Université Grenoble Alpes, UGA Éditions a pour mission de diffuser la recherche et les savoirs.

www.uga-editions.com



CONTACT PRESSE

julie.cagne@univ-grenoble-alpes.fr

EN LIBRAIRIE DÈS LE 28 AOÛT 2025

La contribution massive des systèmes d'approvisionnement alimentaire et de la consommation de denrées au changement climatique et à la perte accélérée de la biodiversité, parallèlement à une augmentation de la prévalence de la sous-alimentation et de la malnutrition, conduisent plus que jamais à une mise à l'examen critique des systèmes alimentaires agro-industriels dominants. Quel rôle le droit a-t-il joué dans la formation de ces systèmes et quelle pourrait être sa contribution aux fins de leur transformation profonde au service des enjeux de santé, de nutrition et de durabilité ?

Procédant du rôle fondamental et unique de l'alimentation dans la vie humaine, cet ouvrage défend une approche par les droits humains qui affronte par ailleurs directement les enjeux pluriels de responsabilités. En plus d'un examen rigoureux des évolutions déjà en cours dans certaines branches du droit – depuis la terre à la fourchette – l'ouvrage montre surtout le potentiel transformateur et intégratif du droit à une alimentation saine et durable.

DIRECTION DE L'OUVRAGE

Fabien Girard, professeur à l'Université Grenoble Alpes et membre junior de l'Institut Universitaire de France, et **Élisabeth Lambert**, directrice de recherche au CNRS, coordonnent ici un collectif de 14 auteurs, principalement spécialistes en droit, mais aussi en sciences politiques, sciences économiques, géographie et anthropologie.



9 782377 475384

RAYON LIBRAIRIE : Droit Général (précision rayon : droit, environnement, alimentation)

EAN13 : 9782377475384 / 554 pages

Droit et systèmes alimentaires sains et durables

État des lieux et perspectives de transformation

SOMMAIRE

Remerciements

Fabien Girard & Elisabeth Lambert

Ouverture

Fabien Girard & Elisabeth Lambert

Chapitre 1 – Droit et systèmes alimentaires sains et durables : état des lieux et perspectives de transformation au prisme des droits humains

Fabien Girard & Elisabeth Lambert

Partie 1 – La production d'une alimentation saine et durable

Chapitre 2 – Sols agricoles et alimentation

Luc Bodiguel est Directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Il exerce ses fonctions dans le laboratoire « Droit et changement social », Unité mixte de recherche CNRS/Université de Nantes (UMR 6297). Son travail repose sur l'analyse des règles de la politique agricole commune, du droit rural et du droit de l'alimentation. Il s'interroge plus spécifiquement sur les effets du droit sur le système alimentaire et agricole et sur la cohérence de ces règles avec les pratiques collectives et individuelles. Outre de nombreuses publications dans des revues et ouvrages et de nombreuses communications dans des colloques nationaux ou internationaux, il a participé à plusieurs projets de recherche portant, entre autres, sur la gouvernance alimentaire locale et les systèmes alimentaires territoriaux, sur l'agroécologie, sur la gouvernance des ressources en eau, la multifonctionnalité de l'agriculture, les agriculteurs et Natura 2000, le droit rural et la question des pesticides, l'agriculture face au changement climatique, les corridors écologiques (trames vertes), les interprofessions agricoles, la stratégie bas-carbone, etc.

Chapitre 3 – L'enjeu d'un cadre législatif cohérent et fondé sur les droits humains pour une sécurité semencière durable

Morgane Leclercq est chercheuse postdoctorale au Centre de recherche sur la régulation et le droit de la gouvernance de l'Université de Sherbrooke et chargée de cours à l'Université Laval, au Québec, Canada. Elle est diplômée des programmes de Doctorat en droit de l'Université Laval et de l'Université Aix-Marseille. Spécialisée dans les questions de développement et de gouvernance des systèmes agricoles et alimentaires, ses recherches visent à comprendre les interactions entre le droit, l'environnement, l'économie et les pratiques sociales. Bien que ses travaux s'inscrivent principalement dans la discipline juridique, Morgane Leclercq accorde une grande importance aux approches interdisciplinaires et privilégie la recherche collaborative. Elle a acquis une expérience de recherche empirique en collaborant étroitement avec des agriculteurs et des pêcheurs d'Europe, d'Afrique et du Pacifique, une expérience qui nourrit l'ensemble de ses travaux.

Chapitre 4 – Les enjeux juridiques de l'édition du génome végétal

Rose-Marie Borges est maîtresse de conférences HDR en droit privé à l'Université Clermont Auvergne. Elle est responsable du DU Management de l'innovation biotechnologique et du projet PlaNTE (Place des normes dans la transition agroécologique). Ses travaux portent principalement sur le droit de la propriété industrielle dans l'accès aux ressources génétiques ainsi que sur la modification du génome, que ces techniques concernent l'humain, le végétal ou l'animal.

Chapitre 5 – La viande d'origine cellulaire : les contours d'un cadre juridique en transition

Melis Aras est chercheuse en droit de l'environnement. Elle est actuellement associée au laboratoire « Droit et Changement Social » (DCS, UMR CNRS 6297) de Nantes Université. Titulaire d'une thèse en droit public sur le droit à l'information environnementale, elle travaille dans le cadre du projet ANR ComMEATted (2024-2027). Ses recherches actuelles portent sur les enjeux de l'innovation alimentaire et de la mobilisation de la science dans les politiques publiques en matière d'alimentation, ainsi que les défis sociojuridiques liés aux nouveaux aliments en France et en droit comparé. Elle s'intéresse également aux problématiques de gouvernance et de justice dans le domaine de la transition énergétique (EPICUR Alliance REGENERATE 2024-2025, EPICLuster Sustainable Energy Transition 2022-2024, Interreg V RES-TMO 2019-2021, CIERA 2020-2021, EUCOR Seed Money 2021-2022).

Partie 2 – L'accès à une alimentation saine et durable

Chapitre 6 – Inégalités alimentaires et alimentation saine et durable

Magali Ramel est chercheuse associée à l'Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire de l'Université de Tours et actuellement post-doctorante au laboratoire Droit et Changement Social de Nantes Université sur le projet NormaPAT. Sa thèse en droit public portant sur le droit à l'alimentation et la lutte contre la précarité alimentaire en France a reçu le prix de recherche Caritas 2022 de la Fondation Caritas-Institut de France, le prix de thèse 2023 de la ville de Tours, le 2^e prix Action humanitaire et Droits de l'Homme 2023 de l'Association française des docteurs en droit et la médaille d'argent Dufrenoy de l'Académie d'agriculture de France.

Chapitre 7 – À propos de l'information sur une alimentation saine et durable : réflexion juridique sur le consentement et la protection des consommateurs dans la législation alimentaire européenne

Marine Friant-Perrot est maîtresse de conférences à la faculté de droit et de sciences politiques de Nantes depuis 1999. Elle est habilitée à diriger des recherches (HDR). Elle est l'auteur de contributions en droit de la consommation, en droit de l'alimentation et en droit de la santé qui ont été publiées dans des revues nationales et internationales. Elle a participé à des expertises Inserm (2016) et a contribué au rapport du Haut conseil de la santé publique « Propositions pour une Politique Nationale Nutrition Santé à la hauteur des enjeux de santé publique en France (PNNS) 2017-2021 ». Elle est co-auteur de l'« Avis relatif à l'encadrement du marketing pour les produits gras, sucrés, salés en direction des enfants et à l'évolution des messages sanitaires devant accompagner les messages publicitaires ou promotionnels en faveur de certains aliments et boissons » publié par Santé publique France en 2020. Elle est membre du groupe de recherche Nost « Normes, sciences et techniques », codirige le pôle Droit rural et agro-alimentaire du réseau « Trans Europe Expert », et participe au comité scientifique de la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires dirigée par Geneviève Parent (Université Laval à Québec).

Chapitre 8 – Les labels Indications Géographiques, Fairtrade et sentinelle Slow Food : des démarches collectives de progrès pour des régimes alimentaires sains et durables ?

Aurélien Carimentrand, Mariagiulia Mariani & Barbara Pick

Droit et systèmes alimentaires sains et durables

État des lieux et perspectives de transformation

SOMMAIRE

Aurélié Carimentrand est maîtresse de conférences en sciences économiques au sein du département Carrières Sociales de l'IUT Bordeaux Montaigne et chercheuse au sein du laboratoire Passages (UMR CNRS 5319). Spécialiste en économie de la qualité et en économie sociale et solidaire, elle est également chercheuse associée au sein de l'UMR Innovation et consultante internationale pour l'accompagnement de projet de développement d'Indications Géographiques en Afrique. Elle a une expérience de plus de 15 ans dans les projets de recherche-action promouvant les IG, le commerce équitable et la transition écologique.

Mariagiulia Mariani est anthropologue et géographe de l'alimentation, chercheuse à l'Université di Pisa (PAGE – Food and Rural Studies for Sustainability), consultante pour le CGIAR et chercheuse associée à l'UMR Innovation. Ses travaux portent sur l'intégration de la biodiversité culturelle dans les labels d'origine (IG et Slow Food) et sur l'innovation sociale en agriculture biologique. Elle a plus de 15 ans d'expérience dans la conception, le développement et l'évaluation de projets multi-acteurs pour des systèmes agroalimentaires durables.

Barbara Pick est Diplômée de Sciences Po Paris et d'un doctorat (PhD) de la London School of Economics and Political Science, juriste spécialisée dans les liens entre droit de la propriété intellectuelle et développement. Elle est chercheuse associée au CIRAD à l'UMR Innovation, et consultante pour la FAO et l'OMPI. Elle travaille depuis une quinzaine d'années sur la protection des indications géographiques comme outil de développement rural et leurs liens avec la biodiversité et la préservation des savoirs traditionnels dans plusieurs pays, y compris en Asie, en Afrique et dans les Caraïbes.

Chapitre 9 – (Re)penser le droit fondamental à une alimentation saine et durable en Europe

Élisabeth Lambert est Directrice de recherche au CNRS en sciences juridiques au laboratoire Droit et Changement Social (UMR 6297) à Nantes. Elle s'est longtemps spécialisée dans les questions d'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, d'accès à la justice européenne et des possibilités pour les victimes d'obtenir réparation pour les atteintes à leurs droits fondamentaux selon une approche socio-légale. Depuis quelques années, ses recherches incluent également la santé environnementale (droit à un environnement sain/réglementation des pesticides). Grâce à l'obtention d'une *fellowship* à l'Institut d'études avancées de Strasbourg (USIAS) de 2020 à 2023, elle a commencé à analyser en droits comparé et européen l'émergence d'un droit individuel et/ou collectif à une alimentation saine et durable. Poursuivant ses recherches sur la valeur ajoutée d'une approche par les droits humains de l'alimentation saine et durable, elle dirige actuellement le projet interdisciplinaire et européen ComMEATted qui explore les facteurs et résistances pour l'évolution des régimes alimentaires vers des alternatives à la viande conventionnelle.

Partie 3 – Visions prospectives

Chapitre 10 – Un système alimentaire fondé sur l'idée de l'alimentation comme commun

Tommaso Ferrando & Jean-Marc Louvin

Tommaso Ferrando est professeur associé à la Faculté de droit et à l'Institute of Development Policy de l'Université d'Anvers. Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'École de droit de Sciences Po Paris et a bénéficié de bourses d'études à la Harvard University Law School, à l'Université de São Paulo et à l'Université du Cap. Ses recherches se situent à l'intersection du droit et de l'alimentation, avec un intérêt particulier pour la dimension internationale, couvrant des sujets tels que le commerce, les investissements et les droits humains à l'alimentation. En dehors du monde universitaire, Tommaso a eu une activité significative en tant qu'ancien conseiller juridique du

rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation de 2016 à 2020. Il a collaboré avec le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA), le Comité économique et social européen, le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE-FSN), des membres du Parlement européen, des communautés autochtones et de nombreuses ONG et organisations de la société civile.

Jean-Marc Louvin est « *food expert* » chez ICLEI – *Local Governments for Sustainability* et doctorant à l'Université d'Anvers, où il travaille sur la question de l'alimentation comme bien commun et la propriété. Après une licence en philosophie, il entreprend un Master en philosophie contemporaine, avec une recherche sur le mouvement Slow Food. Il effectue ensuite un stage de recherche à la Chaire Unesco Alimentations du Monde, portant sur les approches holistiques de l'alimentation, dans le cadre d'un Master en éthique, écologie et développement durable. Après une expérience en agroécologie aux États-Unis, il s'inscrit à un LLM en droit comparé, économie et finance, avec une recherche sur les conseils alimentaires urbains et l'alimentation comme bien commun.

Chapitre 11 – Souveraineté semencière et droit aux semences

Fabien Girard est professeur à la faculté de droit de l'Université Grenoble Alpes et membre junior de l'Institut Universitaire de France (IUF). Juriste de formation, mais progressivement formé à l'anthropologie, ses travaux portent sur les liens entre l'agrobiodiversité et le droit, ce qui l'a conduit à s'intéresser à la propriété privée, aux droits des peuples autochtones, des communautés locales et des paysans, à la propriété industrielle appliquée au végétal et à la commercialisation du matériel de reproduction des végétaux. Deux concepts ont particulièrement alimenté ses travaux : les « communs » et la « bioculturalité ». Il a dirigé deux ANR JCJC en lien avec ces axes de recherche. Il a récemment publié *La propriété, la terre, les communs. Essai d'histoire environnementale de la pensée juridique* (Peter Lang 2024), ainsi que *Biocultural Rights, Indigenous Peoples and Local Communities* (Routledge 2022), qu'il a codirigé avec Ingrid Hall et Christine Frison. Il a assuré la direction de trois autres ouvrages, dont un rapport pour le Haut Conseil des Biotechnologies (*Biotechnologies végétales et propriété industrielle*) publié à la Documentation française (2014).

Chapitre 12 – Postface sur les responsabilités : le droit à une alimentation saine et durable en action

Élisabeth Lambert & Fabien Girard